

AFP, publié le dimanche 05 avril 2020 à 09h58

Le nouveau coronavirus a fait des dizaines de milliers de morts et forcé la moitié de la population mondiale au confinement. Mais l'impact de cette épidémie sur les guerres en cours au Moyen-Orient reste encore incertain.

Avec les efforts de la planète concentrés sur la lutte contre la maladie, les acteurs en conflit en Syrie, au Yémen, en Libye et en Irak, où interviennent des puissances étrangères, continuent d'avancer leurs pions. Mais sans perspective d'issue durable dans l'immédiat.

Le "pire est à venir" pour les nations en conflit, a de son côté averti le chef de l'ONU Antonio Guterres en relançant son appel à des cessez-le-feu partout dans le monde pour aider à endiguer la progression de la maladie du Covid-19.

L'épidémie fait craindre une catastrophe humanitaire dans ces pays aux infrastructures dévastées par la guerre et où des millions de personnes dépendent d'aides.

- Syrie -

Le nouveau coronavirus a commencé à prendre une ampleur internationale au moment où une énième trêve entrainait en vigueur dans la province d'Idleb et ses environs du nord-ouest syrien entre le régime et son allié russe d'un côté, et les groupes jihadistes et rebelles --dont certains pro-turcs-- de l'autre.

Les trois millions d'habitants de cette région avaient peu d'espoir de voir l'accalmie durer, épuisés par la dernière offensive meurtrière de Damas. Mais les craintes face à l'épidémie semblent contribuer à préserver cette trêve.

En mars, le bilan des pertes civiles a connu son plus bas depuis le début du conflit en 2011 avec 103 décès, selon l'Observatoire syrien des droits de l'Homme (OSDH).

Pour les différents acteurs sur le terrain --le régime, les forces kurdes dans le nord-est et les factions anti-Damas à Idleb--, une bonne gestion de l'épidémie permettrait de consolider leur crédibilité.

"Cette épidémie est un moyen pour Damas de montrer que seul l'Etat syrien est efficace et qu'il faut donc réintégrer les différents territoires sous sa gouvernance", estime l'expert Fabrice Balanche.

La pandémie pourrait par ailleurs précipiter le départ des troupes américaines, leur "sécurité sanitaire" étant un "enjeu majeur", ajoute-t-il. Mais cela contribuerait à un vide sécuritaire qui encouragerait une résurgence du groupe Etat islamique (EI), dont le "califat" en Syrie s'est effondré en mars 2019.

En neuf ans, le conflit syrien a fait plus de 380.000 morts, ainsi que des millions de déplacés particulièrement vulnérables en cas de propagation de l'épidémie.

- Yémen -

Le gouvernement yéménite et les rebelles Houthis ont d'abord salué l'appel de l'ONU à une trêve, tout comme l'Arabie saoudite, à la tête d'une coalition militaire qui soutient les forces progouvernementales.

Mais les espoirs d'une accalmie permanente, après plus de cinq ans d'enlèvement, ont vite été douchés.

La semaine dernière, les forces saoudiennes ont intercepté des missiles lancés par les Houthis dans le ciel de Ryad et d'une ville proche du Yémen. En représailles, la coalition a frappé des "cibles militaires" à Sanaa, capitale yéménite aux mains des Houthis.

Ces dernières années, les négociations ont régulièrement capoté dans ce pays souffrant de la pire crise humanitaire au monde, selon l'ONU. Les ONG craignent une catastrophe en cas de propagation du virus, le Yémen disposant d'un système de santé aux abois et souffrant de pénuries d'eau.

"Si la guerre continue, le coronavirus va se répandre. Les gens vont mourir dans les rues, les cadavres vont pourrir", craint Mohammed Omar, un chauffeur de taxi de Hodeida, ville portuaire de l'ouest.

- Libye -

Comme au Yémen, les protagonistes du conflit libyen ont salué l'appel au cessez-le-feu des Nations unies... avant de reprendre les hostilités.

Les combats ont redoublé d'intensité ces derniers jours, touchant plusieurs quartiers résidentiels de la capitale.

"Un immense fossé demeure entre les déclarations et les actes", a déploré M. Guterres.

Dans ce conflit, la Turquie soutient le gouvernement de Tripoli, reconnu par l'ONU, qui fait face depuis un an à une offensive de l'homme fort de l'est libyen, le maréchal Khalifa Haftar.

Pour Fabrice Balanche, un désengagement occidental des conflits de la région pourrait favoriser les forces pro-Haftar soutenues par la Russie, l'Égypte et les Émirats arabes unis.

Les pays occidentaux ont été durement touchés par la pandémie, ce qui pourrait les pousser à détourner leurs ressources militaires des conflits étrangers mais aussi affaiblir les processus de négociations.

Selon un rapport du think-tank International Crisis Group (ICG), les efforts visant à garantir le cessez-le-feu en Libye "ne mobilisent plus l'attention au plus haut niveau".

- Irak -

En Irak, si la guerre a déjà pris fin, le pays reste menacé par une résurgence de l'EI dans certaines régions, tandis que les tensions entre les États-Unis et l'Iran ne montrent aucun signe de fatigue.

Washington a déployé cette semaine des batteries de défense antiaériennes, faisant craindre une nouvelle escalade avec l'Iran, dont les supplétifs irakiens sont jugés responsables des roquettes qui continuent d'être tirées sur la Zone verte à Bagdad, où siège l'ambassade américaine, et des bases accueillant des soldats américains.

_____ ;;;;;;

AFP, publié le vendredi 27 mars 2020 à 02h23

L'ONU a salué jeudi la proclamation de cessez-le-feu dans plusieurs pays en conflits, après son appel à arrêter les combats face au Covid-19, un mouvement en voie d'être soutenu par des résolutions au Conseil de sécurité et à l'Assemblée générale.

Coup sur coup, des cessez-le-feu ont été évoqués ces derniers jours aux Philippines, au Cameroun, au Yémen et en Syrie.

Lundi, le secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, avait lancé un appel solennel "à un cessez-le-feu immédiat, partout dans le monde" afin de préserver, face à la "furie" du Covid-19, les civils les plus vulnérables dans les pays en conflit.

Selon un diplomate requérant l'anonymat, "un projet de résolution a circulé entre les cinq membres permanents du Conseil de sécurité relatif à l'impact du Covid-19 sur les situations de paix et sécurité à l'agenda du Conseil de sécurité".

"Certains pays à l'ONU pensent à un texte visant à soutenir l'appel de Guterres", a confirmé jeudi à l'AFP une autre source diplomatique.

Selon des sources concordantes, la France est à l'origine de l'initiative. Dans la nuit de jeudi à vendredi, le président français Emmanuel Macron a évoqué sur Twitter la préparation d'une "nouvelle initiative importante" face à la pandémie, après une conversation avec son homologue américain Donald Trump.

Il n'était pas possible de savoir dans l'immédiat si cette initiative a un lien avec le texte en discussions à l'ONU.

Lundi, un projet de "déclaration" sur le Covid-19, porté par l'Estonie, s'était heurté à un mur, faute de consensus entre les 15 membres du Conseil de sécurité.

Le même jour, la présidence de la Tunisie, membre non permanent depuis janvier, avait évoqué dans un tweet un projet de "résolution du Conseil de sécurité" sur la coordination des actions mondiales face au Covid-19, après une discussion entre le président tunisien Kais Saïd et Emmanuel Macron.

Entre la Russie réticente à ce que le Conseil de sécurité se saisisse d'un sujet de santé et les Etats-Unis qui pourraient insister pour une mention soulignant que le virus vient de Chine, la démarche s'avère délicate pour l'adoption d'une résolution au sein d'une enceinte où les divisions sont légion depuis des années.

- "Multilatéralisme" et "discrimination" -

Parallèlement à ce processus au Conseil, six pays -- Suisse, Singapour, Norvège, Liechtenstein, Indonésie et Ghana -- ont élaboré un projet de résolution pour l'Assemblée générale des Nations unies, a appris l'AFP de sources diplomatiques.

Ce projet, transmis jeudi à la présidence de l'Assemblée, vise surtout à insister sur l'importance du "multilatéralisme et de la coopération internationale" pour faire face au Covid-19, selon des diplomates.

A la différence du Conseil de sécurité, les résolutions adoptées par l'Assemblée générale (193 membres) ne sont pas contraignantes mais ont une forte valeur politique en fonction du nombre de pays qui les approuvent.

En dénonçant "toute forme de discrimination, de racisme ou de xénophobie dans la réponse à la pandémie", le texte proposé par les six pays souligne aussi le rôle central de l'ONU et, à ce titre, pourrait soutenir implicitement l'action de son chef pour faire taire les armes.

Dans un communiqué jeudi, Martin Griffiths, l'émissaire de l'ONU au Yémen, pays ravagé par la guerre depuis plus de cinq ans, a salué les "réponses positives" des rebelles Houthis et du gouvernement yéménite en faveur d'un cessez-le-feu afin de mieux lutter contre le Covid-19 et de permettre une pause humanitaire.

Il a réclamé qu'ils participent à une "réunion urgente" pour le concrétiser.

"Nous accueillons favorablement le cessez-le-feu temporaire annoncé le 25 mars par les Forces de défense camerounaises du Sud (Socadef)", a déclaré pour sa part à New York le porte-parole de l'ONU, Stéphane Dujarric. La veille, il s'était déjà félicité du cessez-le-feu temporaire annoncé le 24 mars par le Parti communiste des Philippines avec le gouvernement de ce pays.

Jeudi soir, le porte-parole, dans un nouveau communiqué, a "salué la déclaration des Forces démocratiques syriennes (SDF) du 24 mars" soutenant l'idée d'un cessez-le-feu et leur "engagement à éviter les actions militaires" dans le nord-est du pays. "Le secrétaire général appelle les autres parties au conflit syrien à soutenir son appel" à l'arrêt des combats, a-t-il ajouté.

Antonio Guterres espère que ces cessez-le-feu "vont servir d'exemple dans le monde pour faire taire les armes et réunir les gens face à la menace mondiale du Covid-19", a précisé le porte-parole.